

# Commentaire

par Richard Fuchs



## « Dans une société sans livres, pourquoi commencer par les livres ? »

[traduit de l'anglais par Michèle Baril]

Un jour, en Ouganda, un agent de l'USAID (Agence américaine pour le développement international), intervenant engagé et rempli de sollicitude, me dit : « Richard, des ordinateurs dans les écoles, vraiment ? L'Ouganda est encore une société sans livres. L'Ouganda a besoin de livres, pas d'ordinateurs ! » Je pris le temps de réfléchir avant de répondre : « Dans une société sans livres, pourquoi commencer par les livres ? » — variante ordinophile d'une recommandation de Wayne Gretsky : « patiner là où se trouve la rondelle ! ».

L'Ouganda revient de loin. Et ce pays m'a laissé une impression indélébile.

En 1997, lors de mon premier séjour en Ouganda, je me suis rendu au village de Nakaseke visiter un édifice commémoratif : 1 300 crânes y étaient alignés. Les gens de Nakaseke situé dans le triangle du Luwero, de triste mémoire sont restés fidèles au président actuel, connu à l'époque sous le nom de général Museveni, alors qu'il dirigeait le mouvement de résistance qui s'est opposé à la dictature d'Idi Amin Dada et, plus tard, de Milton Obote (ou Obote II, comme les Ougandais l'appellent). Dans les années 1980, cette loyauté a valu aux résidants de Nakaseke d'être impitoyablement massacrés. Chez les survivants que j'ai rencontrés — leur démarche, leur regard, leur façon de fixer le sol en déambulant — tout témoignait des horreurs qu'ils avaient vécues, des horreurs qui pour moi

demeurent inimaginables. Leur traumatisme était palpable.

Nakaseke n'est pas a priori l'endroit où l'on songe à installer un télécentre rural [1](#) en Afrique. C'est pourtant dans ce petit village, privé de téléphone depuis plus d'une décennie, qu'en 1997 des agences de développement international décidaient de faire l'essai de cette nouvelle approche de l'aide au développement.

Lorsque je suis retourné à Nakaseke un an plus tard, les choses avaient déjà commencé à changer. L'édifice abritant le télécentre était presque complètement rénové et on attendait les ordinateurs d'un jour à l'autre. Christopher Senono, un jeune homme qui avait perdu ses sept frères et sœurs dans le génocide, voulait savoir en quoi ces ordinateurs pouvaient aider son entreprise. Un appareil photo numérique, une imprimante couleur portable — et la première enseigne de l'ère informatique prenait forme à Nakaseke. Christopher avait vendu son bois et ses blocs de béton pour en payer la fabrication.

Trois ans plus tard, Nakaseke a un tout autre visage. Des téléphones publics attendent les visiteurs à la porte du télécentre. Une société privée spécialisée dans la téléphonie sans fil est en plein essor au pays. Les huit postes de travail du télécentre sont occupés pendant presque toutes les heures ouvrables. Des infirmières y mettent à jour les dossiers des patients. Des enseignants préparent leurs plans de cours. Des étudiants rédigent leurs travaux. Des commerçants conçoivent des affiches pour leur boutique. Et Christopher Senono n'a plus besoin de faire à vélo, aller-retour, les 16 km de route sablonneuse qu'il devait parcourir pour tâcher de joindre un client par téléphone.

L'Ouganda et, graduellement, l'Afrique tout entière, vivent à leur façon la « révolution de l'information ». De plus en plus, les organismes de développement international comprennent que la santé — celle des gens et celle de l'économie — est liée à l'information et aux communications. L'information parce qu'elle améliore la prise de décisions. Les communications parce qu'elles l'accélèrent. Ensemble, elles aident à la constitution de réseaux où se présentent toutes sortes d'occasions de développement social et économique.

Mais il reste des questions auxquelles il faut répondre. La révolution industrielle a laissé pour compte l'Afrique et bien des régions rurales d'Amérique du Nord. En ira-t-il de même de l'économie de l'information dans le monde en développement ? Les gens du Sud seront-ils privés des emplois, des revenus et des avantages sociaux qu'elle a procurés à un si grand nombre d'entre nous ? Les technologies de l'information et de la communication (TIC) pourront-elles, comme cela a été le cas dans les pays industrialisés, favoriser la santé, l'éducation et la saine gouvernance dans les pays en développement ?

- [in english](#)
- [Salle de Presse](#)

Le télécentre rural à Nakaseke a été mis sur pied par le comité de la bibliothèque locale, les écoles, le conseil de quartier et l'hôpital régional. Pas par le gouvernement. Ni par le secteur privé ! Mais par ce qu'il est désormais convenu d'appeler, dans le jargon du développement international, « la société civile » : des organisations qui se soucient d'enrichir la société et de lui en distribuer les dividendes. « Il s'avère qu'elles innovent dans l'univers numérique », entend-on souvent. Il s'avère aussi que leur innovation consiste à créer de nouveaux débouchés pour les populations locales. Elle ont également incité le gouvernement national ougandais à élaborer des politiques plus raisonnables, plus favorables aux pauvres et plus propices aux télécommunications rurales.

Dans bien des pays en développement, la société civile a l'accès le plus direct aux pauvres. La portée de l'investissement social n'en est que plus grande. Voilà une innovation qui crée d'éventuels marchés, qui permet l'incubation de l'expérience et des compétences dont les entrepreneurs pourront profiter.

Dès janvier 2002, les yeux du monde entier seront tournés vers le Canada. Le premier ministre Jean Chrétien présidera le G8 pendant douze mois. Et, dans ce cas, d'éventuelles manifestations lors de la tenue du Sommet du G8 à Kananaskis, en Alberta, n'en constitueront pas le principal enjeu.

Le G8 a reçu et entériné un rapport préparé par le Groupe d'experts sur l'accès aux nouvelles technologies (GEANT), aussi appelé DotForce. Ce Groupe a été créé en juillet 2000 par les dirigeants du G8 qui cherchaient à attirer l'attention, de la société civile et de la communauté du

développement international en particulier, sur l'incidence des TIC et sur les dangers de plus en plus criants du « fossé numérique » qui isole les pays en développement du reste de la planète.

Ce premier rapport de la DotForce demande aux pays du G8 de repenser et d'élargir leur notion de « développement » pour y inclure la capacité numérique et la culture de l'information. Signalons que la DotForce regroupe aussi des organisations de la société civile : membres du grand public, représentants du secteur privé et d'organismes sans but lucratif, participants provenant de pays industrialisés et de pays en développement. Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), où je travaille présentement, est un des co-présidents canadiens du Groupe.

La décision du Canada de se servir de la culture numérique et informatique pour faire face aux enjeux du développement économique a été fort heureuse; cela s'est même avéré un succès inégalé ailleurs dans le monde. Bien que l'adaptation n'ait été facile pour aucune des régions du pays (y compris Terre-Neuve, ma province natale), toutes sont, à des degrés divers, passées d'une économie de ressources à l'économie du savoir. Un vaste pays comme le nôtre, dont la population restreinte est aussi dispersée, se doit d'exceller à ce chapitre. Et nous y avons réussi !

Le monde : voilà notre prochain défi. Et le monde sera aux aguets l'an prochain pour voir comment le Canada se débrouillera au sommet du G8. Je parie que les habitants de Nakaseke s'y intéresseront de près.

Richard Fuchs est directeur du programme Technologies de l'information et de la communication au service du développement du CRDI et est membre de la délégation canadienne de la DotForce. Directeur exécutif, puis membre de la Economic Recovery Commission de Terre-Neuve, il est aussi fondateur et a été chef de la direction de Enterprise Network Inc., société d'État qui a instauré les premiers services ruraux en ligne au Canada. En 1996, il a créé Futureworks, entreprise spécialisée dans la mise au point de systèmes et de services technologiques à distance. En 2000, Futureworks a remporté le Prix de l'exportation (EXPORT) décerné par Terre-Neuve et le Labrador.



1 Les télécentres sont des centres de services en technologie de l'information et de la communication (TIC) desservant une collectivité en milieu urbain ou rural. Ils sont équipés de téléphones, de télécopieurs, d'ordinateurs, d'imprimantes et sont branchés à l'Internet. En Afrique, ils se répandent de plus en plus.

[http://www.idrc.ca/research/xacacia\\_f.html](http://www.idrc.ca/research/xacacia_f.html)

[http://www.idrc.ca/research/xpan\\_f.html](http://www.idrc.ca/research/xpan_f.html)

<http://www.dotforce.org/>

**Faites parvenir vos commentaires à :** [media@idrc.ca](mailto:media@idrc.ca)

[haut](#)

---

Dernière mise à jour 10-09-2001

Copyright 2001 Centre de recherches pour le développement international